



## De la politique de la ville aux politiques des villes

**A**u moment où Jean-Louis Borloo présente son plan pour les banlieues, un rapport établi par deux députés, François Cornut-Gentile (Les Républicains, Haute-Marne) et Rodrigue Kokouendo (La République en marche, Seine-et-Marne), dresse un tableau désolant de la situation en Seine-Saint-Denis. Aux portes de Paris, ce département où vivent 1,6 million d'habitants offre un concentré de toutes les fractures qui minent la société française (taux de chômage, de pauvreté et de décrochage scolaire bien plus élevés que la moyenne nationale). Et pourtant, dans ce département, des efforts considérables ont été engagés depuis des années sur le plan économique, sur le plan éducatif et sur le plan des transports.

Ce n'est donc pas seulement du côté des moyens qu'il faut rechercher la solution au problème des banlieues. Ce qui peut être décisif relève aussi de la méthode et de l'éthique. Car la crise des banlieues est également due à la tentation croissante de l'enfermement communautaire. À défaut d'entretien constant dans notre pays des valeurs républicaines qui forment une identité de projet, les jeunes n'ont plus d'autre perspective que de s'enfermer dans leur identité d'origine.

C'est la raison pour laquelle la réponse présidentielle au plan Borloo ne doit pas être systématiquement déniée. En effet, si le Président refuse de s'y engager <sup>(1)</sup>, c'est parce qu'il veut se donner le temps d'une analyse plus globale de la situation qui ne concerne pas seulement l'urbain mais aussi le rural.

Or cette position de principe peut s'avérer déterminante dans l'avenir si elle s'appuie sur un nouveau paradigme : ne pas agir directement mais inciter à agir. Alors que jusqu'à présent, le ton dominant du macronisme était orienté vers une recentralisation de l'administration au détriment des collectivités locales et des associations, on verrait ainsi une voie nouvelle s'ouvrir : celle de passer de la politique de la ville aux politiques des villes. Et si notre interprétation est la bonne, on pourrait alors se réjouir de l'échec du plan Borloo.

*(1) À quelques exceptions près comme une meilleure rémunération des enseignants exerçant en banlieue, l'ouverture de 30 000 stages dans les entreprises, un soutien renforcé aux associations...*